

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
Division de Nancy

Nancy, le 30/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **DAUM**

11 rue des Cristalleries  
54112 VANNES LE CHATEL

Références : CMA/IP/ 1036\_2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2022 dans l'établissement DAUM implanté 11 rue des Cristalleries 54112 VANNES LE CHATEL. L'inspection a été annoncée le 02/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DAUM
- 11 rue des Cristalleries 54112 VANNES LE CHATEL
- Code AIOT dans GUN : 0006200004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La cristallerie DAUM fait l'objet d'une mise en demeure en date du 28/07/2021 de respecter les prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation. La présente visite porte uniquement sur le constat de réalisation d'un mur coupe-feu.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Séparation coupe feu bâtiment Stock Central

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Séparation coupe feu bâtiment Stock Central	AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectué les travaux de mise en oeuvre d'un mur coupe-feu entre le bâtiment stock central et le bâtiment administration.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Séparation coupe feu bâtiment Stock Central

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 28/07/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque d'incendie – séparations coupe-feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bâtiment stock central est séparé du bâtiment "administration" par une paroi REI 120. Compte tenu de la faible distance entre le bâtiment "stock central" et le bâtiment "usinage à froid", ce dernier verra sa paroi l'isolant du bâtiment "stock central" renforcée pour atteindre un niveau REI 120.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection il a été constaté la présence d'un mur coupe feu entre le bâtiment "administration" et le bâtiment "stock central", ainsi que d'une porte coupe-feu REI 120. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées par courriels des 20 mai et 17 juin 2022 : - une attestation de mise en oeuvre en date du 17 novembre 2021 du flocage réalisé ; - un plan des secteurs qui disposent d'un flocage (intérieur du bâtiment et toiture) ; - une attestation de mise en oeuvre en date du 19 mai 2022 du mur coupe-feu réalisé.
<b>Observations :</b> L'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 20180482, sur lequel portait une mise en demeure (AP MED du 28/07/2021), est respecté.  Il n'est pas proposé de modifier l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/07/2021, compte-tenu des autres prescriptions pour lesquelles l'exploitant doit se régulariser (actions en cours et suivies par l'inspection des installations classées).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet